

COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE

La Sauvegarde

SIÈGE SOCIAL : MONTRÉAL



Montréal, le 20 mars 1946

Mgr Maurice Baudoux, P.D., curé,
Prud'Homme,
Sask.

Monseigneur,

J'ai regretté que vous n'ayez pas pu vous
rendre à l'assemblée de Radio St-Boniface.

J'ai rencontré le gérant qui a été engagé,
M. Leprohon, et durant une entrevue qui a duré tout près
de deux heures et à laquelle assistaient M. Pouliot et
le Dr Beauchemin, M. Leprohon nous a dit que s'il y avait
eu des erreurs de commises dans la construction, erreurs
inévitables lorsque l'on n'a aucun technicien pour diriger
les travaux, il n'est pas prêt à dire que les sommes qui
ont été dépensées sont exagérées.

Pour lui, il faut compter \$100,000 pour mettre
sur pied un poste de 1,000 watts si l'on veut éviter des
difficultés futures et se protéger contre les émissions
d'autres postes qui sont voisins par les longueurs d'ondes.

Il semble bien que le coût du poste dépassera
\$80,000. De plus, M. Leprohon nous affirme qu'il ne voit
pas comment on peut opérer avec un budget de dépenses
inférieur à \$45,000. Ceci est basé sur 11 heures de pro-
gramme, avec deux annonceurs, deux techniciens, sténographes,
etc.

Il faut compter l'abonnement, une agence de
nouvelles, abonnement pour lequel il y a eu un prix de
faveur et qui ne coûterait guère plus de \$2,000. par année.

Je vous avoue que ces chiffres m'ont produit

Mgr Maurice Baudoux, P.D.,

l'effet d'une douche d'eau glacée. De son côté, M. Leprohon a été un peu décontenancé parce que le Comité de St-Boniface ne semblait pas attacher grande importance aux programmes. Il est nécessaire dit-il que ces programmes soient intéressants et qu'ils soient écoutés. Pour avoir des annonces, il faudra prouver que les gens sont à l'écoute par des enquêtes comme celles qui se font un peu partout, et les gens ne seront aux écoutes que si les programmes leur plaisent. Pour ceci, il ne faut pas compter sur la charité publique. Il faudra nécessairement donner un cachet aux quelques artistes dont on aura besoin.

Cependant M. Leprohon se montre très optimiste parce qu'il semble convaincu d'obtenir des annonces. Quand je pense que \$45,000 représentent \$125. par jour, j'ai beaucoup de peine à croire qu'il se trouvera suffisamment d'annonceurs pour donner au poste un revenu aussi élevé.

Nous lui avons dit que du résultat de St-Boniface dépendait en grande partie l'avenir des autres postes et qu'il fallait élaguer toutes dépenses superflues pour tenter d'équilibrer le budget ou tout au moins pour réduire le déficit dans toute la mesure du possible.

Il reste à savoir s'il faudrait soumettre les demandes de permis pour les autres postes le plus rapidement possible bien qu'au fond je suis convaincu que les gouverneurs de Radio-Canada tiendront à attendre le résultat de St-Boniface avant d'aller plus loin dans la même voie.

On voulait que je me rende à Québec la semaine prochaine pour discuter cette question, mais il m'est impossible d'y aller parce que je suis pris à Montréal à la même date. J'essaierai cependant de voir nos amis de Québec dans le mois d'avril, tout spécialement M. Pouliot pour savoir ce qu'il en pense.

Mgr Maurice Baudoux, P.D.,

Ce qui me surprend, c'est que le groupe de Sudbury - sans faire de bruit - aurait d'après Le Droit obtenu l'autorisation de construire un poste bilingue, poste qu'on a l'intention de rendre aussi français que possible.

Comment se fait-il que nous avons eu tant de difficultés pour obtenir des postes français pour l'Ouest alors qu'il semble avoir été si facile d'obtenir un poste bilingue à Sudbury, région où il y a à peine 30,000 canadiens-français.

A Timmins, des démarches se font actuellement pour obtenir un poste et bien qu'on désire y avoir un poste français, on demandera plutôt un poste bilingue en se basant sur des raisons commerciales pour l'obtenir.

J'ai cru que ces différentes informations pourraient vous intéresser et demeure, Monseigneur,

Votre respectueusement dévoué,



Raymond Denis.

RD/LMP